

L'Adresse—M. Jelinek

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: J'aimerais maintenant profiter de l'occasion pour féliciter l'Orateur de sa réélection. En tant que nouveau député, je ne puis que dire que les nombreux députés auxquels j'ai parlé lui témoignent beaucoup de respect, et que c'est avec plaisir que j'accepterai ses conseils dont j'aurai certainement besoin, tout comme les nouveaux députés au cours des semaines et des mois à venir. J'aimerais également féliciter l'honorable représentant de Halifax-East Hants (M. McCleave) qui remplira certainement très bien son poste d'Orateur adjoint.

J'aimerais aussi féliciter le premier ministre qui commence la deuxième histoire d'amour de sa vie. Même si je suis nouveau à la Chambre, on m'a dit que l'amour et la politique ne vont pas ensemble. Je suis convaincu que son premier amour sera durable, contrairement au second qui est voué à l'échec.

Comme nous le savons tous, monsieur l'Orateur, certains des plus grands problèmes auxquels nous avons à faire face aujourd'hui sont l'augmentation constante de l'inflation et du chômage, et l'instabilité générale de notre économie. Je ne peux trouver de meilleur exemple que celle de ma propre entreprise, sous le gouvernement Trudeau, pour démontrer les nombreuses lacunes de l'ensemble des politiques économiques du gouvernement. Mon expérience n'est pas unique en son genre; elle est malheureusement beaucoup trop répandue au sein de l'entreprise canadienne actuelle. Il y a quelques années, j'ai mis sur pied une petite entreprise de fabrication. Au cours des trois premières années nous avons réalisé une augmentation substantielle de plus d'un million de dollars dans le domaine des ventes, créant ainsi plus de 50 nouveaux emplois pour les Canadiens. Au milieu de 1971, l'entreprise était devenue très active et nous avons atteint un niveau de ventes encore plus élevé qui a nécessité l'expansion de nos installations. Pour cela, nous avons besoin d'argent frais. Jusqu'ici, tout indique une situation financière des plus solides.

Tout a craqué quand nous sommes entrés en contact avec les banques à charte et, enfin, avec la Banque d'expansion industrielle qui, en théorie, a été créée pour favoriser la santé économique du Canada en s'occupant particulièrement des problèmes financiers des petites entreprises, autrement dit, pour aider les petites entreprises du Canada et stimuler ainsi une meilleure économie. Nous avons mis près d'un an à obtenir un assez petit prêt de la Banque d'expansion industrielle; nous avons d'ailleurs dû verser près de 10 p. 100 du prêt en frais d'avocat. La garantie exigée par la Banque d'expansion industrielle était presque quatre fois plus élevée que la valeur du prêt. En effet, on exigeait une garantie si élevée que si j'avais déclaré que ma grand-mère avait des obturations dentaires en or, on aurait probablement exigé ces dernières aussi. En plus, le taux d'intérêt était de 11½ p. 100. Ce n'est pas ce que j'appelle dépanner quelqu'un.

Par la suite, comme nombre d'autres sociétés manufacturières canadiennes qui manquent de capital pour créer des emplois, freiner l'inflation et apporter une contribution modeste au rétablissement de l'ensemble de l'économie canadienne, nous avons trouvé des requins américains dans notre sillage. Bref, nous avons fini par recevoir une offre de reprise de la part d'une entreprise américaine qui s'était vu offrir le capital requis par la même

banque canadienne qui avait rejeté notre demande de prêt. En d'autres termes, c'est toujours la même vieille histoire de se faire acheter avec son propre argent. Heureusement, l'offre était du genre que je pouvais rejeter.

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: Nous avons noté que les faillites de petites entreprises au Canada en 1972 atteignaient un niveau record, et que la tendance se maintenait en 1973. Le niveau général des faillites est depuis quelques mois le pire depuis la dépression. Nous avons tenu compte du fait que la petite entreprise manque de capital, doit emprunter à un taux d'intérêt élevé et payer des impôts extrêmement lourds. Nous nous sommes rendu compte que le gouvernement canadien semble croire, comme nous, que les stimulants fiscaux accordés aux grandes entreprises donnent des résultats avantageux.

Pour encourager la petite entreprise, notre parti a proposé entre autres de permettre aux Canadiens de déduire de leur impôt sur le revenu toute somme, jusqu'à concurrence de \$5,000, investie dans de petites sociétés canadiennes. La réaction du premier ministre fut révélatrice. Il a déclaré que cette mesure serait inflationniste, mais naturellement, monsieur l'Orateur, il faut se rappeler qu'il s'agit d'une déclaration du même premier ministre qui a dit à la nation, l'automne dernier, que selon lui, la hausse du prix des aliments n'était pas si grave car elle favorisait les cultivateurs.

Cet automne aussi, le ministre des Finances (M. Turner) a déclaré à propos de notre proposition visant à encourager l'initiative personnelle et l'entreprise locale, qu'elle donnerait à certains individus l'occasion de récolter une riche moisson... sans répondre à un besoin bien démontré de capitaux pour les petites entreprises. Voilà une insulte à l'individu et un affront au monde des affaires. Nous avons parlé de l'impérieux besoin de stimulants à la petite entreprise locale au Canada afin d'en permettre l'expansion, tandis que le ministre des Finances a soutenu que les petits hommes d'affaires n'en avaient pas établi le besoin. Ma foi, monsieur l'Orateur, qui alors en a établi le besoin? Le gouvernement peut-être. Ce dernier estime à 531 millions de dollars le budget affecté l'an dernier à des services spéciaux et à des consultants étrangers. Rémunérés à même les impôts, ces consultants ne faisaient que double emploi avec la Fonction publique du Canada. On a dit qu'il en arrivait un plein avion à Ottawa le mardi et qu'ils repartaient de la même façon le jeudi. Le gouvernement a des aviseurs qui avisent des aviseurs et des consultants qui consultent des consultants. Jamais dans l'histoire le Canada n'a eu autant de dossiers qu'aujourd'hui. Personne ne sait ce que ces gens-là font car tout est secret et confidentiel. Nous n'en connaissons que le coût.

Après quatre années d'enquêtes, d'analyses, de consultations et de conseils, pourquoi n'existait-il pas une politique d'assurance-chômage qui ne soit pas une recette de faillite, une politique d'indépendance économique qui plairait à quelqu'un d'autre que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) et pourquoi n'était-il pas prévu la moindre politique pour les petites entreprises? A mon avis, il n'y a pas de logique dans une politique qui permettrait au déficit de l'assurance-chômage de monter à des taux inimaginables, tout en ignorant les secteurs clef de l'économie qui contribueraient beaucoup à la création d'emplois.